

OMPI



SCIT/8/8
ORIGINAL : anglais
DATE : 21 octobre 2003

F

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITE PERMANENT DES TECHNIQUES DE L'INFORMATION

COMITÉ PLÉNIER
Huitième session
Genève, 23 – 27 février 2004

ADMISSION D'OBSERVATEURS

Document établi par le Secrétariat

1. Conformément aux articles 8 et 45 des Règles générales de procédure de l'OMPI, le Comité plénier du SCIT a adopté, à sa première session tenue du 22 au 25 juin 1998, une règle de procédure particulière pour les observateurs, dont le texte est le suivant :

“Le directeur général de l'OMPI peut aussi et, si le SCIT plénier le lui demande, doit, inviter en qualité d'observatrices les organisations intergouvernementales intéressées (autres que les organisations membres mentionnées ci-dessus) et les organisations non gouvernementales internationales et nationales intéressées, ainsi que les organisations fournissant des services d'information en matière de propriété intellectuelle, qui n'ont pas le statut d'observateur pour les réunions de l'OMPI.”
(paragraphe 4 de l'appendice 1 de l'annexe III du document SCIT/1/7).

2. Une organisation non gouvernementale, la Civil Society Coalition, qui n'a pris part à aucune des réunions précédentes du SCIT, a demandé au Secrétariat par une lettre datée du 25 août 2003 à être admise à participer en qualité d'observatrice *ad hoc* à la huitième session et aux sessions futures du SCIT. Les renseignements concernant cette organisation, qui nous ont été communiqués par l'organisation elle-même, figurent dans l'annexe du présent document.

3. *Le SCIT plénier est invité à se prononcer sur la participation de la Civil Society Coalition en qualité d'observatrice ad hoc à ses réunions.*

[L'annexe suit]

ANNEXE

DOCUMENT PRÉSENTÉ PAR LA CIVIL SOCIETY COALITION

Traduction d'une lettre datée du 25 août 2003

adressée par : Mme Manon A. Ress
Civil Society Coalition

à : Mme Helen Frary
OMPI

Madame,

La Civil Society Coalition demande par la présente à bénéficier du statut d'observateur auprès du Comité permanent des techniques de l'information (SCIT) de l'OMPI. Je crois savoir que la prochaine réunion du SCIT plénier doit avoir lieu à la fin du mois de février 2004 et certains membres de notre organisation souhaiteraient y participer.

Créée en juillet 2001, la Civil Society Coalition a pour objectif de faciliter une participation accrue des citoyens et de la société civile au sein des organes qui s'occupent du commerce mondial et de l'établissement de normes et, plus particulièrement, une participation plus grande des parties prenantes représentant les intérêts du consommateur (y compris celles qui s'occupent de la santé publique ou de la protection des libertés personnelles). En 2001, la Civil Society Coalition a participé à la Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha. Plus récemment, elle a demandé à participer aux réunions du Comité consultatif de l'OMPI sur l'application des droits et s'est vue accorder le statut d'observateur ad hoc auprès du Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes (SCCR).

La Civil Society Coalition est une fédération de plusieurs ONG différentes quant à la taille et aux intérêts représentés. Cet été, elle comptait des membres dans plus de 12 pays développés ou en développement, dont certains s'intéressaient à des domaines tels que la santé publique, l'agriculture, la mise au point de logiciels gratuits, les marques et les noms de domaine, la politique générale en matière de droit d'auteur, la protection des éléments ne relevant pas du droit d'auteur dans les bases de données ainsi que le plan d'action de l'OMPI en ce qui concerne la protection des savoirs traditionnels et du folklore et l'accès aux ressources génétiques. Bien que la Civil Society Coalition soit une organisation relativement nouvelle, bon nombre de ses membres sont bien connus du fait de leur participation à l'élaboration des politiques mondiales relatives à la propriété intellectuelle. Des membres de la Civil Society Coalition ont participé, à titre individuel, à différentes conférences diplomatiques, réunions d'experts ou sessions de comités permanents ou spéciaux de l'OMPI ainsi qu'à des événements faisant intervenir l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la santé, la Conférence de La Haye de droit international privé ou des organismes de commerce régional.

La Civil Society Coalition s'efforce d'accroître la participation de la société civile aux travaux de l'OMPI, notamment pour qu'une plus large place soit accordée aux intérêts du consommateur et du citoyen. Nous nous félicitons du fait que l'OMPI soit disposée à autoriser les ONG à participer à ses réunions et à faire en sorte que cette participation soit équilibrée et que les intérêts des consommateurs et des titulaires de droits y soient représentés. La présence de la Civil Society Coalition permettrait d'accroître la participation des organisations défendant les intérêts des consommateurs, qui sont actuellement sous-représentées à l'OMPI.

Beaucoup de membres de la Civil Society Coalition défendent les pauvres, les consommateurs et les intérêts du citoyen en général. Un objectif important de la coalition est de permettre à ces groupes de participer de façon constructive aux débats souvent très techniques sur les politiques de propriété intellectuelle. Nous sommes convaincus que les membres de la Civil Society Coalition ont prouvé qu'ils peuvent apporter une contribution judicieuse et novatrice aux travaux de l'OMPI aux fins d'une meilleure prise de décisions politiques. À titre d'exemple, la Civil Society Coalition a participé aux réunions et activités ci-après de l'OMPI :

- présentation, en juillet 2003, d'une requête à l'effet que l'OMPI convoque une réunion en vue d'étudier de nouveaux types de collaboration possible aux fins de la création de biens communs, requête qui a été appuyée par plus de 60 éminents experts des domaines de l'économie, du droit, des logiciels et de la santé publique (<http://www.cptech.org/ip/wipo/kamil-idris-7july2003.pdf>),
- participation à la conférence diplomatique de 1996 organisée par l'OMPI,
- communication d'observations sur le règlement uniforme des litiges relatifs aux noms de domaine (principes UDRP) de l'Internet,
- communication d'observations sur le projet de traité sur le droit matériel des brevets,
- communication d'observations sur le projet de traité sur la radiodiffusion, la distribution par câble et la diffusion sur le Web,
- participation à des réunions sur la protection des savoirs traditionnels et du folklore et sur l'accès aux ressources génétiques.

Nous sommes aussi convaincus qu'une participation accrue des membres de la Civil Society Coalition aux réunions de l'OMPI permettra de mieux faire comprendre au public les activités complexes et parfois mal perçues de l'OMPI.

Vous pouvez vous mettre en rapport avec moi pour tout renseignement complémentaire.

Veillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Pièces jointes¹ :

- données concernant les membres de la Civil Society Coalition,
- statuts de la Civil Society Coalition.

[Fin de l'annexe et du document]

¹ Les pièces jointes peuvent être consultées sur le site Web de l'OMPI, dans la partie réservée au SCIT, à l'adresse suivante : www.wipo.int

Profile of CSC members

The membership of CSC presently includes the following groups headquartered in the following countries: Accion Internacional para la Salud Bolivia (Bolivia), Act Up Paris (France), Act Up Philadelphia (USA), Africa-Europe Faith and Justice Network (Belgium), AIDS India Forum (India), the Center for Study of Global, Trade System and Development (India), Consumers International Asia Pacific Office (Malaysia), CODEDCO Bolivia (Bolivian Committee for Consumer's Rights Protection), Consumer Project on Technology (USA), Digital Future Coalition (USA), Drug Study Group (Thailand), Educ Actions (Cameroon), Essential Action (USA), Focal Point AFRI-Tan in Central Africa (Cameroon), Free Software Foundation (USA), FUNAVI (Bolivian Foundation for Nature and Life), Global Network for People Living with HIV/AIDS (the Netherlands), Health gap (USA), Human Cooperation Centre in Bangladesh (Bangladesh), International Center for Technology Assessment (USA), National Working Group on Patent Laws (India), Technology Aid Center (South Africa), Treatment Action Group (USA), and VOICE (Ireland)

Accion Internacional para la Salud (Bolivia)

AIS/HAI serves as the Latin America arm of the Health Action International network, and has been active in monitoring issues relating to access to medicine and patent policy since 1996. HAI has been active in discussions over patent provisions of the proposed Free Trade Area of the Americas (FTAA), various World Health Organization resolutions on trade and public health, and the WTO negotiations on TRIPS and public health.

Contact:

Dr. Oscar Lanza V., Coordinator
P.O.Box 568
Av. Iturralde 1178, Miraflores
La Paz, Bolivia
telefax: 591 2 222987
mailto:aisbolol@ceibo.enetlnet.bo

Dr. Oscar Lanza also serves as contact for two Bolivia organizations, the **CODEDCO** Bolivia (Bolivian Committee for Consumer's Rights Protection) and **FUNAVI** (Bolivian Foundation for Nature and Life)

Act UP Paris (France)

Act UP Paris is a French association fighting AIDS, originating from the Gay and Lesbian community, and created in 1989. The Act Up Paris North/South Committee has been working for some time on the problem of access to AIDS treatments in the countries of the South, including issues concerning intellectual property protection. Act Up Paris has closely monitored WTO TRIPS negotiations, and regional and bilateral trade agreements, and has monitored WIPO technical assistance programs.

Contact:

Khalil Elouardighi <gerrold@noos.fr>
+33.1.4929.4475
<http://www.actupparis.org/>

Act Up Philadelphia (USA)

Act Up Philadelphia is an all-volunteer organization, committed to democratic process, self-education, and the empowerment of people living with HIV to take charge of their own lives and health. Act Up Philadelphia has closely monitored trade provisions that will affect access to medicines.

Contact:

Paul Davis or Asia Russell
Post Office Box 22439 Land Title Station
Philadelphia, PA 19110-2439
Telephone 215.731.1844
Fax 215.731.1845
<http://www.critpath.org/actup/>

Africa-Europe Faith and Justice Network (Belgium)

AEFJN is currently has 38 member congregations, whose members who live and work in every country of Africa and Europe. AEFJN's work covers a number of trade, development, and humanitarian areas. Over the past three years, AEFJN has addressed intellectual property issues that relate to medicines, and Access and use of traditional knowledge and biological resources and seeds for smallholder farmers. One publication by the AEFJNM is *Equitable Protection For Intellectual Property In Africa: the African Model Legislation for the Protection of the Rights of Local Communities, Farmers and Breeders and for the Regulation of Access to Biological Resources*.

Contact:

Begona Inarra
174, rue Joseph II
B-1000 Bruxelles - Belgique
Tel. 32-2 234 68 10
Fax 32-2 231 1413
<http://www.aefjn.org>

AIDS - India E-forum (India)

The AIDS-INDIA electronic forum fosters communication and collaboration among those of who are involved or interested in AIDS related issues in India. The message archives can be accessed at: <http://groups.yahoo.com/group/aids-india/messages>.

Contact:

Joe Thomas
joe_thomas123@yahoo.com.au
<http://groups.yahoo.com/group/AIDS-INDIA/>
http://www.saathii.org/subscribe/aids_india.html

Consumers International: Asia Pacific Office (Malaysia)

Founded in 1960, Consumers International (CI) supports, links and represents consumer groups and consumer protection agencies all over the world through its three regional offices in Malaysia, Chile and Zimbabwe and a fourth, together with the Head Office in London. CI has a membership of 263 organisations in 119 countries. It strives to promote a fairer society through defending the rights of all consumers, including poor, marginalised and disadvantaged people, by: "supporting and strengthening member organisations and the consumer movement in general, and" campaigning at the international level for policies with respect to consumer concerns. Consumers International Regional Office for Asia and the Pacific (CI ROAP) CI ROAP was established in 1974 as the first of Consumers International's regional offices. It was situated for a brief time in Singapore, then in Penang and since July 2000 in Kuala Lumpur, Malaysia. The office provides support and services to some 77 non-profit consumer organisations and government affiliates, in 22 countries and territories of the Asia Pacific region. Since its inception, ROAP has carried out a range of activities on diverse issues. These activities have evolved throughout the years to meet changing needs. Ongoing programme areas include projects on health and pharmaceuticals, food security and safety, trade and economics, consumer protection and law, sustainable consumption and consumer education.

Contact:

Rajeswari Kanniah, Assistant Director
rajes@ciroap.org
5-1 Wisma WIM
7 Jalan Abang Haji Openg, TTDI
60000 Kuala Lumpur
Malaysia
Tel: 603-77261599
Fax: 603-77268599

Consumer Project on Technology (USA)

CPTEch is a US based NGO that focuses on information and health care technologies, with an emphasis on intellectual property rules. In 1996 CPTEch attended the WIPO diplomatic conference on the Digital Agenda. CPTEch has provided comments to WIPO on the rules for protection of trademarks in domain names. In January 2001, CPTEch was invited to present at a meeting on jurisdiction and intellectual property that was co-sponsored by WIPO and the Hague Conference on Private International Law. In 2002 CPTEch co-organized a meeting in Geneva on focusing on technical assistance as it relates to access to medicines. Over the past two years CPTEch has provided comments to WIPO on the proposed substantive patent law treaty and also a proposed broadcast/cablecast/webcasting treaty. CPTEch was recently credentialed in the WIPO intergovernmental committee on intellectual property and genetic resources, traditional knowledge and folklore, and has sought to participate in the WIPO Advisor Committee on Enforcement and the Standing Committee on Copyright as a member of the CSC. CPTEch also has extensive experience in intellectual property matters in a number of other fora, much of which is detailed on CPTEch web page.

Contact:

Joy Spencer
Consumer Project on Technology
PO Box 19367
Washington, DC 20036
tel.: 1 202 387 8030
fax: 1 202 234 5176
joy.spencer@cptech.org
<http://www.cptech.org>.

Digital Future Coalition (USA)

The Digital Future Coalition (DFC) is committed to striking an appropriate balance in law and public policy between protecting intellectual property and affording public access to it. Based in the United States, the DFC is the result of a unique collaboration of many of leading non-profit educational, scholarly, library, and consumer groups, together with major commercial trade associations representing leaders in the consumer electronics, telecommunications, computer, and network access industries. Since its inception, the DFC has played a major role -- domestically and internationally -- in the ongoing debate regarding the appropriate application of intellectual property law to the emerging digital network environment. One of DFC's first activities was to respond to the 1996 WIPO diplomatic convention on the digital agenda.

Contact:

Peter Jaszi
Digital Future Coalition
1341 G Street NW, Suite 200
Washington, DC 20005
tel. 202.628.9210
email: pjaszi@wcl.american.edu
<http://www.dfc.org/>

Drug Study Group (Thailand)

The Drug Study Group is well known internationally for its work to overcome intellectual property barriers to improve access to medicines. A 1998 campaign by the Drug Study Group and other Thai NGOs lead to removal of market exclusivity for fluconazole in Thailand, leading to price reductions of 95 percent and greatly expanded access to treatment for cryptococcal meningitis and ADIS related thrush. The Drug Study Group has also been active in efforts to overcome dubious patents on AIDS drugs and to obtain compulsory licensing of patents on essential medicines.

Contact:

Jiraporn Limpananont, Ph.D.
Faculty of Pharmaceutical Sciences,
Chulalongkorn University, Bangkok 10330,
Thailand
ljirapor@chula.ac.th

EDUC Actions (Cameroon)

EDUC Actions is a Cameroon NGO that is involved a number of different issues including those relating to the use of traditional medicines, WTO rules on patents and medicines, and women's health.

Contact:

Elvire Beleoken, President
B.P. 5515 Yaounde (Cameroon)
Tel : (237) 22 98 37
Email : educ_actions@yahoo.com
elvire_beleoken@yahoo.com

Essential Action (USA)

Essential Action is a USA based NGO that has projects on such topics as global tobacco control, the dumping of obsolete incinerators in the developing world, Shell's environmental record in Nigeria, and corporate wrongdoing. Essential Action is also active in issues concerning intellectual property, trade agreements and access to medicines.

Contact:

Robert Weissman
PO Box 19405
Washington, DC 20036
USA
tel.: 1 202 387 8030
fax: 1 202 234 5176
action@essential.org
<http://www.essentialaction.org>.

Focal Point / AFri-Tan in Central Africa (Cameroon)

Focal Point is active in a number of environmental, health and development projects. Afri-TAN is the African TRIPS Action Network. Both groups are interested in access to health care and the patenting of seeds.

Contact:

Ngo Louga Madeleine
Focal Point
BP 875 Yaounde-Cameroon
E-mail: mlouga@hotmail.com

Free Software Foundation (USA)

The Free Software Foundation (FSF). is the principal organizational sponsor of the GNU Project. The GNU Project was launched in 1984 to develop a complete Unix-like operating system which is free software: the GNU system. (GNU is a recursive acronym for ``GNU's Not Unix"; it is pronounced "guh-NEW".) Variants of the GNU operating system, which use the kernel Linux, are now widely used; though these systems are often referred to as ``Linux", they are more accurately called GNU/Linux systems. The FSF has a longstanding interest in protecting its members freedom to write software, and has objected to efforts to extent patent protection to software.

Contact:

Richard Stallman
545 Tech Sq rm 425
Cambridge MA 02139
USA
rms@gnu.org
<http://www.gnu.org>

Global Network for people living with HIV/AIDS (the Netherlands)

GNP+ has a central secretariat in Amsterdam, but works in the 5 regions as defined by the World Health Organization (WHO) Africa, Asia/Pacific, Europe, Latin America/Caribbean and North America. The overall aim of GNP+ is to improve the quality of life of people living with HIV/AIDS.

Contact:

P.O.Box 11726, 1001 GS, Amsterdam
The Netherlands
Tel : 31 20 689 8218
Fax: 31 20 689 8059
<http://www.xs4all.nl/~gnp>

Health Gap (USA)

The Health GAP Coalition was started by Alan Berkman, M.D., a New York physician who treats low-income persons with AIDS, with help from members of ACT UP/New York, ACT UP/Philadelphia, Search for a Cure, AIDS Treatment News, AIDS Treatment Data Network and many others.

Contact:

Sharonann Lynch
salynch@healthgap.org
Tel : +1 212 674-9598
<http://www.healthgap.org>

Human Cooperation Centre in Bangladesh (Bangladesh)

The HCCB is a development group that works on a variety of projects, including those involving agriculture and sustainable development.

Contact:

James B. Sarker
Executive Director
4B/B, 2nd Colony, Mazer Road
Mirpur-1, Dhaka-1216
Bangladesh

INTERSECT (USA)

INTERSECT organizes coalitions of organizations within and from separate movements which share common agendas, needs & visions. The first project explored the relationship between HIV and Violence Against Women.

Contact:

Sally Fisher
Intersect
77 West 15th Street, Suite 6L
New York, New York 10011 USA
Phone: 1 212 989 9388
Fax: 1 212 989 9394

International Center for Technology Assessment (USA)

The International Center for Technology Assessment (ICTA) is a non-profit organization committed to providing the public with full assessments and analyses of technological impacts on society. ICTA's work includes the Patent Watch Project, which has reviewed bio-prospecting in Yellowstone Park, opposed the patenting of clones of human fetuses and embryos, and opposes the patenting of plants already protected under *sui generis* IP regimes.

Contact:

Peter T. DiMauro
International Center for Technology Assessment
666 Pennsylvania Ave. SE, Suite 302
Washington, DC 20003
USA
1 202-547-9359 (phone)
1 202-547-9429 (fax)
pdimauro@icta.org (email)
<http://www.icta.org/index.htm>

National Working Group on Patent Laws (India)

The National Working Group on Patent Laws (NWGPL) has carried out a number of studies on the implications and impact of amendments to the India Patents Act, 1970, particularly as it relates to issues of public health and the role, vitality and growth of the Indian pharmaceutical, agriculture, chemical and bio-technology industries. One of its recent projects is the creation of a Peoples' Commission of eminent persons to examine changes in the India patent law. This Commission includes such individuals as Prof. Yashpal, the Former Chairman of the University Grants Commission of India, Shri. B.L. Das, a former Ambassador to GATT, and Former Director, International Trade Programmes for UNCTAD, Dr. Yusuf Hamied, the Chairman & Managing Director, Cipla Limited, and Dr. Rajeev Dhavan, a Senior Advocate for the Supreme Court of India.

Contact:

B.K. Keayla
The National Working Group on Patent Laws
A - 388, Sarita Vihar,
New Delhi - 110 044, India
B.K. Keayla
wgkeayla@del6.vsnl.net.in

Centre for Study of Global Trade System and Development (India)

Contact:

B.K. Keayla
A - 388, Sarita Vihar,
New Delhi - 110 044, India
B.K. Keayla
wgkeayla@del6.vsnl.net.in

Technology Aid Center (Ghana)

TAC seeks to promote technological literacy in Ghana, to provide technical consultancy services to schools and organizations in their technology development efforts, and to liaise with relevant public and private organizations and collaborating NGOs to address technology development issues.

Contact:

Peter Kenyenso
President
TAC@ighmail.com
Peterkenyensu@ighmail.com
Phone / 233-21-239545 / 233-27-537266
<http://www.tac-ch.org>.

Treatment Action Group (USA)

Founded in January, 1992, the Treatment Action Group, or TAG, is the first and only AIDS organization dedicated solely to advocating for larger and more efficient research efforts, both public and private, towards finding a cure for AIDS. The Treatment Action Group (TAG) fights to find a cure for AIDS and to ensure that all people living with HIV receive the necessary treatment, care, and information they need to save their lives. TAG focuses on the AIDS research effort, both public and private, the drug development process, and our nation's health care delivery systems.

Contact:

Mark Harrington
Treatment Action Group
611 Broadway, Ste. 612
New York, NY 10012
(212) 253-7922 phone
(212) 253-7923 fax
tagnyc@msn.com
<http://www.treatmentactiongroup.org>

Voice of Irish Concern for the Environment (Ireland)

VOICE promotes a respectful relationship with the Earth and positive solutions to environmental destruction. We encourage a way of life that is in harmony with nature rather than in conflict with it. In co-operation with local, national and international organisations VOICE works to increase environmental awareness through education, empower people to protect our environment and campaign on national environmental policy.

Contact:

Ruth McGrath
7 Upper Camden St.
Dublin 2
Ireland
353 1 6618123
353 2 6618114
<mailto:avoice@iol.ie>
web: <http://www.voice.buz.org>

Nom de l'organisation : Civil Society Coalition

Règlement intérieur

1. Adhésion.

1.1. Demandes d'adhésion.

Toute organisation non gouvernementale à but non lucratif peut demander à devenir membre de la CSC.

1.2 Examen des candidatures.

Le Secrétariat examine les candidatures et en fait part aux membres de la liste de diffusion de la CSC et au Comité directeur de la CSC.

1.3 Décisions sur les demandes d'adhésion.

Le Comité directeur décide alors d'accepter ou non une nouvelle demande d'adhésion.

1.4 Facteurs pris en compte dans l'examen des demandes.

Les membres doivent établir que leurs actions passées ont contribué à servir les intérêts des citoyens ou des consommateurs dans des organismes s'occupant de commerce et d'établissement des normes.

1.5 Décision sur les nouvelles candidatures.

Le Comité directeur décide d'accepter ou non les demandes d'adhésion après avoir suivi les procédures d'examen des candidatures. La décision du Comité directeur est sans appel.

2. Comité directeur.

2.1 Effectif du Comité directeur.

Le Comité directeur est composé initialement de cinq personnes.

2.2 Élections.

Des élections au Comité directeur se tiennent tous les mois de janvier. Tout membre peut désigner un candidat au Comité directeur. Les élections sont organisées par le Secrétariat.

3. Secrétariat.

Le Comité directeur doit nommer un secrétariat pour gérer les activités de la CSC.

4. Représentation auprès des organismes s'occupant de commerce et de l'établissement des normes.

4.1. Accréditation.

Le Secrétariat doit préparer les demandes d'accréditation et de représentation auprès des organismes s'occupant du commerce mondial et de l'établissement de normes dont les noms suivent, comprenant sans s'y limiter :

- l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)
- l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
- l'Organisation mondiale de la santé (OMS)
- la Conférence de La Haye sur le droit privé international (HCPII)
- la Conférence des Nations Unies sur le droit du commerce international (UNCITRAL)
- l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- le G8

4.2 Représentation.

Les membres de la CSC doivent être informés de toutes les occasions qui se présentent de participer aux activités des organismes s'occupant du commerce mondial et de l'établissement des normes. Le Secrétariat détermine quelles personnes doivent représenter la CSC lors des débats et le cadre de référence de cette représentation.

5. Déclaration de politique générale.

De manière générale, la CSC favorise la participation de la société civile aux réunions sur le commerce et l'établissement des normes, mais ne soutient aucune position et ne prend pas parti sur les questions de fond. Il arrive pourtant que, dans certains cas, la CSC autorise des déclarations faites en son nom ou au nom de certains de ses membres. Les procédures à suivre dans ce cas sont les suivantes :

5.1 Les déclarations faites au nom de la CSC doivent d'abord être communiquées aux membres de la liste de diffusion avant d'être approuvées par le Comité directeur. Tout membre de la CSC a le droit de s'abstenir ou de s'opposer à ces déclarations. Dans ce cas, la déclaration doit mentionner qu'un membre de la CSC, à titre personnel, approuve ou désapprouve la position de la CSC.

5.2 Si les circonstances s'y prêtent, la CSC peut également présenter des déclarations approuvées par des membres de la CSC à titre personnel.

6. Finances.

Toutes les dépenses encourues par la CSC seront payées par les donations volontaires de ses membres.

7. Listes d'adresses.

La CSC doit conserver et tenir à la disposition du public une liste archivée, ainsi qu'une liste de diffusion à la disposition exclusive des membres.

8. Changements dans le règlement intérieur.

Le Comité directeur peut modifier le règlement intérieur sous réserve d'en avoir averti préalablement les membres de la liste de diffusion.